



Deux réunions du courant de pensée sont organisées cette semaine du 12 octobre :

Une réunion à Pau mercredi à 18 heures au siège de la FSU

Une réunion vendredi à 18 heures 15 à la bourse du Travail de Bayonne pour les camarades du Pays basque.

Il aurait été bien plus utile de parvenir à faire une seule réunion départementale, à Puyoò, Orthez ou Mourenx, mais les calendriers des uns et des autres semblent particulièrement chargés, au point de ne pas permettre de faire cette réunion tout de suite.

Cette réunion départementale aura lieu en tout état de causes en novembre, juste après les vacances de Toussaint. Les renseignements recueillis au cours des deux réunions organisées la semaine prochaine permettront de dégager une date qui conviendra à tout le monde.

Tout cela devrait permettre que le plus grand nombre de syndiqués à la FSU, qu'ils se reconnaissent dans le courant Unité et Action ou qu'ils se déterminent comme « sans tendance » comme cela est le cas dans plusieurs syndicats de notre fédération, viennent participer au moins à la réunion de novembre. Et à une de celles d'octobre.

Il s'agit en effet d'inviter le plus grand nombre de nos syndiqués à participer au vote d'orientation, préparatoire aux congrès départemental et national.

Le séminaire national U&A SNES de fin août à Marly, comme la réunion U&A FSU qui s'est tenue à Paris la veille du dernier CDFN, ont jugé indispensable de développer la participation de plus grand nombre de syndiqués à la réflexion du courant de pensée. Nous sommes dans une période où nos adversaires : patronat, gouvernement, président de la République, sont extrêmement agressifs avec le mouvement social, et où nos partenaires des intersyndicales sont extrêmement sensibles à cette agressivité. Les chamboulements profonds engagés par les réformes impulsées par le président de la République vont transformer beaucoup la vie et l'activité syndicales. On ne peut pas rester spectateurs de ce chamboulement. De même qu'on ne peut pas rester sans proposer aux salariés des alternatives qui les conduisent à s'engager dans une action gagnante. Les syndicats de la FSU et la FSU elle-même y travaillent. La stratégie gagnante n'est cependant pas encore au point. Le travail unitaire est loin, bien loin d'avoir abouti.

On a donc besoin de tout le monde dans cette réflexion et cette action, particulièrement de ceux qui ne sont pas encore engagés dans ce combat. Mais s'ils se sont syndiqués, c'est qu'ils pensent que seule l'action collective est susceptible de faire bouger les choses dans le bon sens.

U&A FSU 64 vous demande, dans un premier temps, de recenser partout avec audace les noms des collègues qui sont susceptibles de partager notre stratégie de rassemblement et qui accepteraient de faire profiter « Unité & Action et sans tendance » de leur apport réflexif et actif.

Envoyez les noms de ces collègues à l'adresse U&A FSU 64, avec le nom de leur syndicat et leur adresse électronique.

Proposez-leur de partager notre réflexion, localement et au niveau départemental.

Vous-mêmes qui recevez cette lettre, diffusez-la et proposez aux collègues de s'y exprimer.

Venez le plus nombreux possible participer aux réunions U&A FSU organisées la semaine prochaine et invitez-y ces collègues.

Les salariés défendent leur service public de la poste. Aidons-les à défendre tous les services publics.

Le contexte social n'est pas particulièrement réjouissant. Cependant, l'action nationale engagée pour défendre le service public de la poste et contrer sa privatisation a été un succès notable.

Près de 30 000 personnes dans notre département ont participé à cette initiative. La CGT et la FSU ont été les principaux moteurs de l'organisation et de la tenue de cette « votation » populaire. Partout où des camarades ont pu organiser ce vote, il a rencontré une grande faveur. Sa signification première est la volonté des salariés de conserver leurs bureaux de poste. Plus profondément, il s'agit d'une manifestation assez avancée de défense de la notion de service public.

Si nous parvenons à proposer aux salariés une alternative qui les convaincra, ils entreront dans l'action. Si ces salariés participent à la construction de cette alternative, ils seront d'autant plus enclins à participer à sa mise en œuvre. Si nous parvenons à rassembler autour de cette initiative le plus grand nombre de salariés, d'usagers des services publics, nous nous serons donné les conditions pour réussir ce qui semble aujourd'hui inaccessible à certains.

Toutes choses égales, quand, il y a 20 ans, les habitants de Leipzig en RDA se sont réunis en masse pour dire publiquement : « nous sommes le peuple », ils ont fini par rallier la majorité de la population de leur pays et sont parvenus à leurs fins.

La Révision Générale des Politiques Publiques poursuit son cours. Les « réformes » gouvernementales continuent d'être annoncées et mises en œuvre de façon plus ou moins franche.

Il faut que nos organisations syndicales passent à une vitesse supérieure. Il faut, pour cela, que nous soyons plus nombreux à exiger une action unitaire, cohérente, transformatrice, indépendante des échéances partisans même si elle a une profonde signification politique, et dont le but, enfin, est de répondre aux besoins de l'immense majorité de la population.

Tout le contraire des orientations actuelles du gouvernement et du conseil de l'Europe. Il faut renverser la logique mise en route depuis des années qui vise à « rendre notre pays plus compétitif » au détriment des revenus du travail : salaires, pensions, conditions de travail, statuts, santé, éducation, culture...

Cela, nous pouvons le faire. Il faut que nous le fassions. Nous le ferons. Ensemble.

U&A FSU 64, le 11 octobre 2009